

du premier ministre à leur sujet et considérer l'aspect actuel de ces problèmes. Il y a longtemps que nous ne pouvons plus énumérer les réalisations du gouvernement actuel dans un seul discours parce que ces réalisations sont par trop nombreuses. Il est intéressant de relever, toutefois, qu'en dépit des graves questions qui nous confrontaient alors, le gouvernement a réussi à remplir ses engagements électoraux dans une mesure inégalée jusqu'ici dans notre pays. Dans le *Maclean's* du 23 septembre 1961, M. Peter C. Newman disait que 50 des 62 promesses avaient été tenues déjà ou étaient en train de l'être. Puis, dans l'*Executive* de janvier 1962, M. John D. Harbron, parlant des principales promesses du premier ministre, écrit: «il les a toutes tenues». Il ressort clairement des articles de ces plumes neutres qu'avec la réalisation des mesures mentionnées dans le dernier discours du trône, le gouvernement aura non seulement tenu ses promesses, mais qu'il sera allé bien au delà.

Et maintenant, examinons quelques problèmes en particulier. D'abord le commerce. Voilà un domaine où l'on a essayé de répandre le pessimisme et le désespoir. Il y avait peut-être lieu d'être pessimiste en 1956. A ce moment-là, le déficit commercial s'élevait à 713 millions de dollars. Autrement dit, nos importations l'emportaient sur nos exportations par ce montant. Nous avions un énorme excédent de céréales que nous ne pouvions écouler, et nous perdions nos marchés dans le monde entier. Depuis que le présent gouvernement est au pouvoir, nos exportations ont augmenté régulièrement chaque année. Nous avons écoulé nos excédents de céréales. Notre situation s'est raffermie en ce qui regarde nos anciens marchés et nous en avons acquis de nouveaux. A la fin de 1960, notre déficit commercial n'était qu'une petite fraction de ce qu'il était en 1956. D'après les derniers chiffres que j'ai obtenus du Bureau fédéral de la statistique, notre excédent commercial pour les dix premiers mois de 1961 était de 52 millions de dollars. Lorsque seront publiés les chiffres définitifs, il y a tout lieu de croire que, pour la première fois depuis 1952, ils indiqueront un excédent des exportations sur les importations.

Avant d'aller plus loin, je voudrais dire quelques mots au sujet de l'introduction de données statistiques dans un discours comme celui-ci. Je n'ignore pas qu'il est parfois difficile de suivre un exposé statistique, et que cela semble parfois ennuyeux et peu intéressant. Pour cette raison, qu'il me soit permis de faire quelques remarques pour montrer comment l'amélioration que ces statistiques

laissent voir concerne l'homme moyen. Prenons le cas des céréales, par exemple. En premier lieu, le fait d'avoir pu écouler nos excédents a aidé les agriculteurs de bien des manières. Les ventes leur ont valu des paiements en espèces. De plus, nous avons maintenant de meilleures possibilités de vente pour l'avenir et, du fait qu'il n'y a plus de gros excédents, les prix se sont améliorés. Étant donné sa destination ultime, une bonne part des céréales vendues a passé par le port de Vancouver, le plus grand port céréalier du monde. Le transport de ces céréales a assuré de l'emploi aux manutentionnaires de Vancouver. Il a également attiré des navires à cet endroit, ce qui a stimulé le commerce local et fourni des emplois à la population ouvrière. Il serait impossible ici d'examiner à fond chacune des données statistiques que je veux citer, mais je puis assurer aux honorables députés que chacune d'elles est aussi importante et vivante que l'exemple dont je viens de me servir.

Cette amélioration considérable n'est pas due au pessimisme. Elle est le résultat de la confiance et des initiatives constructives prises par le gouvernement. Elle est la conséquence de mesures comme celle qui a réuni ici nos délégués commerciaux avec nos hommes d'affaires pour les aider à vendre leurs produits; de l'envoi à l'étranger de nombreuses missions commerciales; des efforts qu'ont faits nos ministres pour vendre nos céréales à la Chine, à la Pologne, à la Tchécoslovaquie et à d'autres pays encore; des mesures prévoyant les crédits à long terme nécessaires aux exportations. Nous relevons maintenant, dans le discours du trône, la mention d'une nouvelle expansion de ces programmes déjà couronnés de succès. Nous avons aussi constaté la suppression de la prime sur le dollar canadien—mesure que certains ont considéré comme constituant en elle-même la solution des problèmes que posait notre commerce extérieur—ainsi que l'amélioration des possibilités offertes par la Banque de développement industriel à nos entreprises pour favoriser leur expansion. Les résultats de cette politique ont prouvé nettement et de façon concluante que la ligne de conduite du gouvernement était juste et que les critiques et le pessimisme de l'opposition étaient erronés et sans fondement.

Nos rapports avec les autres pays membres du Commonwealth se rattachent étroitement au domaine des échanges, non seulement en ce qui concerne plus particulièrement le commerce extérieur mais autre chose encore. On se souviendra qu'au moment où le gouvernement actuel est entré en fonction, l'état de nos relations commerciales avec le Commonwealth n'était guère satisfaisant. Bientôt après avoir accédé au pouvoir, le premier